

Unité Départementale Hérault
DREAL OCCITANIE
520 allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ

Rue Baboeuf ZI du Capiscol
34420 Villeneuve-Lès-Béziers

Références : UD34/H4/SM/2025-111
Code AIOT : 0006601332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ implanté Rue Baboeuf, ZI du Capiscol 34420 Villeneuve-lès-Béziers. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte-tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, cette visite vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses dans un objectif pédagogique et de sensibilisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ

- Rue Baboeuf, ZI du Capiscol 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006601332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ENTREPOTS CONSORT MINGUEZ (ECM) est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage (principalement de produits phytosanitaires) dans la zone industrielle du Capiscol à Villeneuve-lès-Béziers.

Lors de la visite, les installations contrôlées ont été les suivantes : bâtiments 1 et 2, centrale d'extinction automatique à haut foisonnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction des PFAS (PFOS, PFOA, PFHxS , leurs sels+composés apparentés)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	2 mois
2	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etiquetage matières dangereuses	Règlement européen du 16/12/2008, article Article 17	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les ECM doivent interroger dans un premier temps leur fournisseur sur la présence éventuelle de PFAS au sein de leurs différents stockages d'émulseurs présents sur le site. En l'absence de réponse du fournisseur ou en cas de réponse incomplète dans un délai d'un mois, les ECM doivent procéder à l'analyse TOP ASSAY de leurs différents stockages d'émulseurs afin d'identifier la présence éventuelle de PFAS ainsi que leurs compositions et transmettre toutes ces données à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction des PFAS (PFOS, PFOA, PFHxS , leurs sels+composés apparentés)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Les ECM déclarent que l'émulseur utilisé pour la défense incendie du site est de l'UNISERAL A106 A4P du fournisseur VANRULLER UNISER et que celui-ci a été changé il y a quelques années afin d'anticiper la problématique PFAS.

Une fiche de données de sécurité en date du 2 mai 2011 a été fournie à l'inspection des installations classées en séance par les ECM. Celle-ci ne précise pas l'éventuelle composition en PFAS de cet émulseur.

Les ECM indiquent ne pas avoir interrogé récemment leur fournisseur sur la présence de PFAS au sein des émulseurs présents sur leur site. Les ECM n'ont également réalisé aucune analyse pour identifier la présence éventuelle de PFAS au sein de leurs émulseurs.

Les ECM déclarent la présence sur site de 4 IBC d'émulseur de 1000L pour l'installation d'extinction automatique haut foisonnement et de 20 bidons de 20L d'émulseur pour les poteaux incendie et RIA (en cohérence avec les moyens listés dans l'étude de dangers du site).

L'inspection des installations classées a pu constater lors de la visite de terrain la présence d'un IBC de 1000L non étiqueté relié à une nourrice qui pompe, dans la centrale d'extinction automatique incendie et la présence de deux bidons de 20L non étiquetés positionnés au pied d'un RIA sans y être reliés. Pour mémoire, l'inspection des installations classées n'a pas pu accéder au stockage des bidons de 20L d'émulseurs situés à l'extérieur des bâtiments dans une cabane.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se rapprocher de son fournisseur afin de connaître la composition en PFAS de ses différents stockages d'émulseurs (pour mémoire, la composition en PFAS d'un émulseur peut varier suivant l'année et le lot de fabrication). En cas d'absence de réponse du fournisseur dans un délai d'un mois, l'exploitant doit analyser les émulseurs utilisés selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer également les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des PFAS à rechercher est jointe à toutes fins utiles au présent rapport de l'inspection.

Ainsi, considérant que seul l'émulseur UNISERAL A106 A4P est utilisé sur le site, un seul IBC de 1000L pourra être analysé et en cas de lots de fabrication différents pour les 4 IBC, le lot le plus ancien sera analysé en première approche.

Les justificatifs d'achat des émulseurs (IBC et bidons de 20L- préciser l'année et les lots de fabrication), et les résultats d'analyse le cas échéant, devront être communiqués à l'inspection des installations classées sous deux mois.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la présence possible de PFAS dans les extincteurs, ceux-ci étant inclus dans la future restriction de tous les PFAS dans les mousses anti-incendie (cf Règlement UE 2025/1988 de la commission du 2 octobre 2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

La composition et la concentration en PFOA des émulseurs présents sur le site ne sont pas connues par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déclarer, en fonction des

<p>informations reçues de la part du fournisseur sur les émulseurs présents sur son site et/ou des analyses effectuées, tout stock de 50kg d'émulseur contenant des PFOA auprès de la DGPR (cf. adresse mail dans la partie confidentielle).</p> <p>Aucun format de notification n'est imposé. Un formulaire de notification est toutefois joint à ce rapport à toutes fins utiles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etiquetage matières dangereuses

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article Article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17- Règles générales</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;</p> <p>c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;</p> <p>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;</p> <p>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;</p> <p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les émulseurs présents sur site ne sont pas étiquetés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'étiqueter les émulseurs présents sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois